

PORTFOLIO

LES DOSSIERS SPÉCIAUX DE LA PRESSE AFFAIRES

DOSSIER
RESPONSABILITÉ
SOCIALE

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Un poids ou un atout en temps de crise ?



MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Les temps sont durs pour bien des entreprises et elles sont nombreuses à chercher activement à réduire leurs dépenses.

Est-ce que, dans un tel contexte, plusieurs ne risquent pas d'abandonner leurs initiatives en matière de responsabilité sociale ?

« Pas nécessairement », répond Corinne Gendron, titulaire de la chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM.

« En fait, cela dépendra du niveau d'engagement des entreprises. La crise économique permettra en fait de séparer le bon grain de l'ivraie. On peut s'attendre effectivement à voir sauter les quelques mesures implantées dans les entreprises où la responsabilité sociale n'est qu'une façade. Toutefois, celles qui ont révisé en profondeur leur mission et leurs façons de faire ne reviendront pas en arrière », croit la chercheuse.

Vérification faite auprès de Mountain Equipment Co-op (MEC), entreprise canadienne reconnue pour sa grande intégration des principes de responsabilité sociale : la crise ne viendra pas bousculer ses pratiques sociales et environnementales.

La coopérative de Vancouver s'est notamment engagée à remettre 1 % de ses ventes à des organismes environnementaux canadiens et, par souci de transparence, elle divulgue la liste des usines qui fabriquent ses produits.

« Pour arriver à implanter ces mesures importantes, il a fallu travailler fort pendant plusieurs années. Nous avons pris des engagements en matière de responsabilité sociale et nous les respecterons malgré la crise. Nous continuerons même à aller de l'avant dans le domaine, parce que cela fait partie de notre mission », souligne Maryse Duchesneau, coordonnatrice des communications françaises chez MEC.



PHOTO ARMAND Trottier, LA PRESSE

Corinne Gendron ne croit pas que les initiatives en matière de responsabilité sociale soient menacées. « On peut s'attendre à voir sauter les quelques mesures implantées dans les entreprises où la responsabilité sociale n'est qu'une façade. Celles qui ont révisé en profondeur leur mission et leurs façons de faire ne reviendront pas en arrière », dit la titulaire de la chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM.

Un avantage stratégique

Les entreprises qui ont pris le grand virage de la responsabilité sociale pourraient même être en mesure de mieux résister à la crise, d'après Andrée De Serres, professeure au département stratégie des affaires à l'ESG de l'UQAM et spécialiste de la gestion des risques des entreprises.

« Lorsqu'on devient socialement responsable, on améliore sa capacité à gérer les risques. »

« Lorsqu'on devient socialement responsable, on améliore sa capacité à gérer les risques. Lorsqu'on considère les impacts sociaux et environnementaux, on peut parfois renoncer à certains profits à court terme, mais on choisit de créer plus de valeur à long terme pour l'entreprise. En temps de crise, c'est très intéressant pour les investisseurs, les prêteurs, les

clients et les consommateurs », explique-t-elle.

La responsabilité sociale d'une entreprise peut aussi avoir des répercussions très positives sur les ressources humaines, estime Mme De Serres.

« Il ne faut pas oublier que malgré la crise économique, nous sommes toujours en période de pénurie de personnel et implanter des mesures de responsabilité sociale peut s'avérer un facteur d'attraction de personnel, de rétention et de motivation. »

Plonger ou pas ?

La responsabilité sociale n'est toutefois pas une panacée. Il ne faut évidemment pas y plonger tête première sans étudier sérieusement sa situation.

« Prenons l'exemple de l'industrie américaine de l'automobile. Ce n'est peut-être pas le temps, pour ces grandes entreprises au bord de la faillite, de déployer de grands moyens pour investir en responsabilité sociale. Elles doivent lutter pour leur survie.

Toutefois, on peut se demander si elles auraient pu éviter bien des problèmes si elles avaient décidé, il y a plusieurs années, de prendre le virage de la responsabilité sociale en mettant sur le marché des véhicules moins énergivores », souligne Mme Gendron.

À l'opposé, certaines entreprises n'auront d'autre choix que d'adopter des politiques de responsabilité sociale si elles veulent survivre.

« Par exemple, tout le secteur financier doit se diriger vers de meilleures règles de gouvernance pour regagner la confiance des investisseurs », précise-t-elle.

Enfin, les entreprises qui pourraient être tentées de faire marche arrière devront y penser à deux fois si elles souhaitent faire partie de fonds éthiques.

« La demande d'investissement socialement responsable est réelle et les entreprises qui souhaitent en profiter doivent maintenir leurs efforts en matière de développement durable », indique Andrée De Serres.

Démêler la responsabilité sociale du développement durable

MARTINE LETARTE
COLLABORATION
SPÉCIALE

« La responsabilité sociale des entreprises va de pair avec le modèle de développement d'une société. Actuellement, on tend vers un modèle de développement durable, plutôt qu'industriel », indique Corinne Gendron.

Ainsi, les critères d'évaluation de la performance d'une entreprise en matière de responsabilité sociale changent selon l'époque.

« Avec le modèle industriel, l'entreprise devait produire de façon efficace pour que les gens puissent consommer. Maintenant, avec le modèle de développement durable, bien d'autres facteurs sont pris en compte », ajoute-t-elle.

« La responsabilité sociale des entreprises n'est pas une stratégie de communication, mais une intégration de préoccupations sociales, environnementales, économiques et de bonne gouvernance à la gestion des activités », ajoute Andrée De Serres.

En 2008, lorsqu'il est question de responsabilité sociale des entreprises, il est donc nécessaire question de développement durable.

Quelle est la définition exacte du développement durable ?

C'est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

C'est un développement qui tient compte de dimensions sociales, économiques et environnementales.

Cette définition, qui fait consensus, provient du Rapport Brundtland de 1987 et de l'Union mondiale pour la nature.

« La protection de l'environnement est une condition au développement durable, le développement de l'individu et de la société est l'objectif du développement durable, l'économie est le moyen et l'équité est la condition, le moyen et l'objectif du développement durable », ajoute Corinne Gendron, qui a formulé cette précision avec son collègue Jean-Pierre Revéret.

Une institution financière qui contribue à créer une valeur durable, au bénéfice de ses actionnaires, des entreprises et de l'ensemble de l'économie québécoise.

Fondaction a été créé à partir d'une intuition essentielle en faveur de pratiques financières plus responsables qui intègrent des critères éthiques, sociaux et environnementaux.



www.fondaction.com
www.REERvert.com

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI